

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Communiqué de campagne "Faire gagner la gauche à gauche"  
No 11

# **Allez donc au fond des questions importantes !**

- Politique - Communiqués "anti-Sarko" -

Date de mise en ligne : jeudi 1er février 2007

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Bon sang, dans ce pays pourra t'on avoir une campagne électorale démocratique de qualité ?**

**Car c'est vrai, la "grande presse" sélectionne ses thèmes, les plus vulgaires, les moins importants sur le fond, par exemple les questions des "RG", des patrimoines des candidats, des petites phrases sans sens, les "voisins" de la rue d'Enghien, le "scooter" du fils Sarkozy et l'Adn de son voleur, toutes questions secondaires, mais elle ne poursuit aucun des débats sociaux de fond qui surgissent :**

Ces sont les questions sociales qui passionnent les électeurs, le salaire, l'emploi, le logement, la santé... Aucune n'est encore sérieusement abordée...

La grande presse a déjà abandonné le thème du "contrat unique", du Cne, du droit du travail, avant même d'avoir obtenu une quelconque précision...

Pourtant le candidat Ump s'est enfermé dans des contradictions énormes, mais comment cela se conclue t il ?

A quelle sauce seront finalement « mangés » les travailleurs et le code du travail ?

Déjà à Ripostes, le 10 décembre, Nicaols Sarkozy avait esquivé la question. Ses discours du 22 juin (Agen) du 18 décembre (Charleville-Mézières), son programme Ump de nov, sa déclaration du 24 janvier, celle de son porte-parole du 25 janvier, ouvrent des questions de fond sur le contrat de travail qui concernent la vie intime de 16 000 000 de salariés du privé...

- ▶ Sarkozy veut il ou non étendre le Cne sur toute la vie à tous et toutes ?
- ▶ Sarkozy veut il du licenciement sans motif ?
- ▶ Sarkozy veut il remplacer le droit du licenciement par le droit du reclassement ?
- ▶ De quoi s'agit il avec son contrat unique nouveau "plus souple", au licenciement facilité ?
- ▶ Sarkozy qui n'a plus que le (beau) mot de "travailleur" à la bouche, pense t il comme Mme Parisot que "la liberté s'arrête là où commence le code du travail" ?
- ▶ Pourquoi les élections prud'hommes ont elles été repoussées par la droite sur pression du Medef (qui veut les supprimer sous leur forme actuelle) de décembre 2007 à décembre 2008 ? (le « projet socialiste » les maintient en décembre 2007) ?

Vous ne le saurez pas, la "grande presse" feint de se lamenter de la mauvaise qualité du débat gauche-droite, mais ne relaie aucun des débats vraiment de fond qui apparaissent...

Elle ne pose jamais les bonnes questions jusqu'au bout...

Elle a laissé passer le rapport du Cor du 12 janvier sans interroger les différents candidats sur ce qu'ils prévoient pour les retraites... est ce la retraite sans âge, appelée « retraite à la carte » comme le veut le Medef ? Est-ce allonger la durée de cotisation à une limite inatteignable au delà de ce travaillent tous les Français (sauf les patrons à parachutes dorés) ?

Elle a laissé parler Sarkozy du droit de grève limité, sans lui poser aucune question précise : quel est son modèle, si

## Allez donc au fond des questions importantes !

---

ce n'est pas le modèle social français, est-ce l'anglo-saxon, veut-il s'inspirer de la réglementation anti-grève de Mme Thatcher ?

Elle laisse passer la question de la représentativité syndicale sans interroger chaque candidat : est-ce sur la base du rapport Hadas-Lebel du Ces ou sur la base des propositions anti-syndicales de l'Ump (suppression de la liste - qui devrait être étendue - de ceux qui bénéficient de la « présomption irréfragable de représentativité », obligation de tous les syndicats de prouver en permanence leur représentativité dans chaque entreprise ?)

On n'a pas développé le débat essentiel sur la fiscalité : l'impôt sur le revenu progressif et direct doit-il se substituer à l'impôt indirect injuste ? Les entreprises doivent-elles cotiser davantage ? Doit-on renvoyer aux salaires les 160 milliards d'euro que les profits boursiers, entreprises et actionnaires leur ont pris en 20 ans ?

Elle n'interroge aucun candidat de façon concrète sur le nombre de fonctionnaires, les salaires, le statut de la fonction publique... (alors qu'il y a grève le 8 février) Il n'y a pas assez de fonctionnaires, il faut remplacer tous ceux qui partent en retraite et augmenter dans les secteurs nécessaires (hospitaliers, éducation, équipement, services sociaux, inspection du travail, justice, etc...)

Quand va-t-on parler de la santé dans ce pays, alors que le "plan hôpital 2007" s'applique sans un mot, sans une enquête, en ravageant nos hôpitaux ?

Pourtant la grève de 8 février pose la question des salaires et des effectifs de la fonction publique, qu'en pensent les candidats ? Les salaires sont-ils trop hauts dans ce pays ?

Les profits (100 milliards d'euro pour les entreprises du Cac 40 en 2006, contre 83,4 en 2005, 66 en 2004, 57 en 2003...) n'ont jamais été aussi énormes (30 milliards d'euro de bénéfices de plus en 2005 par rapport à 2004 pour les 500 premiers fortunes de France soit trois fois le "trou" présumé de la Sécurité sociale - la grande prêtresse du Medef, Mme Parisot est la 276°...)

**Gerard Filoche**, jeudi 1er février

Ps : même sur la lutte contre le tabagisme, il y a de quoi dire en droit du travail... rien ne transpire de concret. Sujet traité de façon "people" alors qu'il menace un principe fondamental du droit du travail : la responsabilité en premier chef de l'employeur en matière d'hygiène sécurité, conditions de travail et le rôle de l'inspection... (cf communiqué sur ce point)

---

Attention : du 5 au 2 mars à Périgueux, procès du premier meurtre en 114 ans d'histoire de deux agents de l'inspection du travail...

Claude Duviou, le meurtrier des deux inspecteurs du travail Sylvie Trémouille et Daniel Buffière, abattus le 2 septembre 2004 à Saussignac en Dordogne sera jugé.

Tous les syndicats de l'inspection du travail semblent s'orienter, enfin, vers un appel à une présence massive, nationale, à partir du lundi 5 mars à Périgueux.